

Veille numérique Hongrie

Juin 2023

Secteur public

Départ du ministre de la justice chargé de la concertation relative au mécanisme de l'État de droit de l'UE contre la Hongrie, et création d'un portefeuille distinct pour les affaires européennes

La ministre de la justice, Judit Varga, quittera ses fonctions le 31 juillet. Mme Varga se focalisera sur la direction des préparatifs de la présidence hongroise de l'UE, qui durera six mois au second semestre 2024, et sera la tête de liste du Fidesz aux élections législatives européennes.

Avocat, membre du Parlement et secrétaire d'État à la communication gouvernementale au sein du cabinet du Premier ministre, M. Bence Tuzson reprendra le portefeuille de la seule justice, conformément à sa demande.

Les affaires européennes font l'objet d'un portefeuille distinct, confié à M. János Bóka, actuel secrétaire d'État aux affaires de l'Union européenne au sein du ministère de la Justice.

[La Commission européenne adopte un rapport sur l'État de droit : les réformes hongroises ne sont pas pleinement satisfaisantes](#)

L'évaluation félicite le renforcement du rôle du Conseil national de la magistrature, l'adaptation des règles relatives à la Cour suprême et son Président, la création de l'Autorité d'intégrité et le règlement relatif à un meilleur contrôle de l'utilisation des fonds de l'UE.

Le rapport note cependant que, malgré ces efforts, les enquêtes et les poursuites dans les affaires de corruption de haut niveau ne sont pas suffisamment efficaces.

En outre, la liberté de la presse et l'absence de mise en place d'un système efficace de contrôle des déclarations de patrimoine suscitent toujours de vives inquiétudes. L'incapacité des autorités publiques à faire appliquer les jugements de la Cour européenne reste toujours une source de préoccupation. En conséquence, la Commission européenne adresse à nouveau des recommandations aux autorités hongroises.

Selon le Président de la Cour suprême, « la Commission a malheureusement adopté l'opinion arbitraire du Conseil national de la magistrature, qui ne repose sur aucune base factuelle et a été réfutée à plusieurs reprises et qui porte atteinte à l'intégrité personnelle de nombreux juges honnêtes ».

[Un premier rapport de l'Autorité d'intégrité sur l'utilisation des fonds européens vient d'être publié](#)

Le premier rapport annuel de l'Autorité d'intégrité a conclu que « l'exhaustivité, la cohérence et la structure des systèmes, processus, règlements internes et normes juridiques existants destinés à réglementer et à contrôler l'utilisation des fonds de l'Union européenne répondent pour l'essentiel aux attentes et aux normes internationales. (...) Mais la réglementation du système de contrôle était incomplète dans plusieurs cas. »

D'après les conclusions du rapport, qui a formulé 50 recommandations, « le contrôle substantiel n'a apparemment pas besoin d'être perfectionné, mais doit être construit à partir de zéro ».

L'Autorité pour l'intégrité a conclu des contrats publics sans appels d'offres

À la demande du site d'investigation *Átlátszó*, l'Autorité pour l'intégrité a rendu public les contrats publics conclus avec des entreprises proches du gouvernement, notamment *VALTON-SEC Zrt.*, *L'azar Advisory Kft.* et *Level Nine Vezetési Tanácsadó Kft.*, que le journal avait précédemment demandés en vain.

Ferenc Biró, le président de l'autorité a déclaré que « faute de temps et de personnel », lui-même avait sélectionné les partenaires en fonction de ses propres préférences sans appel d'offres préalables. Pour rappel, L'Autorité de l'intégrité a été instituée à la demande de la Commission européenne pour prévenir, détecter et contrôler la fraude, les conflits d'intérêts et la corruption, mais uniquement pour les projets financés par l'UE.

Secteur privé

La baisse des restrictions Covid a freiné la hausse du CA du commerce en ligne

Selon l'enquête annuelle de *Reacty Digital* sur le commerce de détail en ligne, les ventes nationales en ligne ont atteint 1 378 Mds HUF (3,7 Mds EUR) en 2022, avec une croissance plus modérée de 8 % que ces dernières années. Une partie de ceux qui ont fait des achats en ligne pendant la pandémie sont retournés dans les magasins avec la fin des restrictions, ce qui montre le manque de durabilité de la très forte hausse du commerce numérique à long terme.

La croissance annuelle plus faible devrait revenir à 8 - 15 % une fois l'environnement stabilisé. Le nombre de commandes est passé de 87 millions à 79 millions l'année dernière et les consommateurs ont bien moins commandé en ligne que l'année précédente, mais davantage à chaque fois. L'habillement et les accessoires ont conservé leur première place, l'équipement de la maison est arrivé en deuxième position en termes de ventes en 2022, tandis que l'équipement informatique a reculé à la troisième place.

Les ventes hongroises de détail en ligne sont susceptibles de stagner, voire de diminuer en 2023. Elles devraient néanmoins doubler d'ici à 2027 selon les prévisions optimistes, tandis que les prévisions pessimistes indiquent une hausse de 150 %.

Le marché hongrois de la vente en ligne est de plus en plus saturé par l'émergence d'acteurs internationaux. La préférence des clients hongrois n'est pas d'acheter auprès d'un opérateur hongrois, mais de faire leurs achats dans une surface en langue hongroise.

DIGI se développe dans la région de Jászberény

L'investissement du programme d'internet ultrarapide, le développement du réseau de lignes fixes dans le district de Jászberény, mis en œuvre par *DIGI Távközlési és Szolgáltató Kft* dans le cadre du programme Széchenyi 2020, a été achevé.

Le développement a été complété par l'expansion et la modernisation des réseaux inter locaux de fibre optique qui relient les localités de la région. Ainsi, un réseau dit de liaison montante a été construit, qui alimente désormais 5 850 points d'extrémité résidentiels, commerciaux et d'institutions publiques avec les réseaux locaux déjà livrés auparavant.

Le Cabinet du Premier ministre a accordé 244 M HUF (65 000 EUR) de financement européen non remboursable à *DIGI* pour ce projet de modernisation.